

Les Finances des régions en 2022

(Comptes de gestion en opérations réelles)

Collection
Statistiques et finances locales (tableaux)

Les tableaux « **Les finances des régions en 2022** »
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales (DESL)
de la Direction générale des collectivités locales (DGCL)
par Julien DAVID

Décembre 2023

Directrice de la publication : **Cécile RAQUIN**

SOMMAIRE

Méthodologie.....	4
Liste des tableaux.....	9
Les dépenses des régions (tableau T01).....	10
Les recettes des régions (tableau T02).....	11
Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (tableaux T03.1 et T03.2).....	12
Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (tableaux T04.1 et T04.2).....	14
Ventilation des dépenses d'investissement par nature (tableau T05).....	16
Ventilation des recettes d'investissement par nature (tableau T06).....	17
Les prélèvements et reversements de fiscalité (tableau T07).....	18
Synthèse des recettes fiscales (tableau T08).....	19
Emprunts et endettement (tableau T09).....	20
Soldes de gestion et indicateurs (tableaux T10.1 et T10.2).....	21
Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement en % (tableau T11.1).....	23
Ventilation par fonction des dépenses d'investissement en % (tableau T11.2).....	24
Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1).....	25
Les dépenses pour les lycées (tableau T12.2).....	26
Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3).....	27
Les ratios financiers (tableau T13).....	28
Données démographiques (tableau T14).....	29
Données géographiques (tableau T15).....	30
Données économiques et sociales (tableau T16).....	31

Méthodologie

1 Généralités

Ce document présente les statistiques des finances des régions et CTU (collectivités territoriales uniques) issues des comptes de gestion définitifs, qui retracent les opérations de débits et de crédits des collectivités.

1.1 Outre les résultats de l'ensemble des régions, les tableaux T01 à T13 présentent ceux de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales uniques de la Martinique et de la Guyane, qui ne sont juridiquement pas des conseils régionaux, mais dont elles englobent les compétences. Ces collectivités à statut particulier figurent en fin de tableau et les données les concernant ne contribuent pas au calcul des totaux.

1.2 La nomenclature comptable M57 est utilisée pour les régions ou CTU suivantes : Normandie, Hauts-de-France, Occitanie, Corse, Provence-Alpes-Côte-D'azur, Pays-de-la-Loire Martinique, Guyane et La Réunion. La nomenclature comptable M71 est utilisée pour les régions ou CTU suivantes : Grand-Est, Bourgogne-France-Comté, Nouvelle Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Centre-Val de Loire, Île-de-France et Guadeloupe. Une grande partie des comptes (numéro et intitulé) est commune aux deux nomenclatures. Lorsque ce n'est pas le cas, la correspondance est indiquée.

1.3 Les montants correspondent à des **opérations réelles**, à l'exception des ratios financiers 1, 4, 9 et 10 (tableau T13), pour lesquels le calcul tient compte de montants d'opérations d'ordre budgétaires inscrites au compte 72 (voir 7).

1.4. Les évolutions sont calculées par rapport aux comptes de gestion de l'année précédente. Sauf avis contraire, les évolutions par rapport à l'année précédente portent sur les montants en euros.

2 Les dépenses

Les dépenses réelles totales des régions (tableau T01) sont égales à la somme des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement **hors remboursement des emprunts** (voir 4.2). En 2020, la réforme de l'apprentissage conduit à la disparition de certaines dépenses (voir 6.3).

2.1 Les dépenses de fonctionnement (tableaux T03.1 et T03.2) sont égales au débit net¹ des comptes 6, sauf 675, 676 et 68.

2.1.1 Les charges de personnel (tableau T03.1) comprennent :

- le débit net du compte 621
- le débit net du compte 631
- le débit net du compte 633
- le débit net du compte 64

2.1.2 Les achats et charges externes (tableau T03.1) comprennent :

- le débit net du compte 60
- le débit net du compte 61
- le débit net du compte 62, à l'exception du compte 621 (voir 2.1.1)

2.1.3 Les dépenses d'intervention (tableau T03.2) comprennent :

- le débit net du compte 651
- le débit net du compte 655
- le débit net du compte 656
- le débit net du compte 657
- le débit net du compte 652 uniquement si la nomenclature utilisée est la M57.

2.1.4 Les charges financières (tableau T03.2) sont égales au débit net du compte 66. Au sein des charges financières, le débit net du compte 6611 constitue **les intérêts des emprunts et dettes**.

2.1.5 Les autres charges de fonctionnement (tableau T03.2) comprennent :

- le débit net du compte 635
- le débit net du compte 637
- le débit net du compte 65, à l'exception des comptes 651, 655, 656 et 657 (voir 2.1.3). Le compte 652 est également exclu si la nomenclature utilisée est la M57.
- le débit net du compte 67, à l'exception des comptes 675 et 676.

¹ L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

Les **dépenses de gestion** (tableau T10.1) sont égales aux dépenses de fonctionnement moins les charges financières.

2.2 Les dépenses d'investissement (tableau T05) sont égales à la somme des dépenses d'équipement, des subventions d'équipement et des autres dépenses d'investissement. Les remboursements d'emprunts en sont exclus (voir **4.2**).

2.2.1 Les dépenses d'équipement (*immobilisations*) comprennent :

- le débit du compte 20, à l'exception du compte 204 (voir **2.2.2**)
- le débit du compte 21
- le débit net du compte 236
- le débit net du compte 237
- le débit net du compte 238
- le débit des autres comptes 23, à l'exception du compte 2324

2.2.2 Les subventions d'équipement sont égales au débit du compte 204 et du compte 2324.

2.2.3 Les autres dépenses d'investissement comprennent :

- le débit du compte 102, à l'exception des comptes 10229 et 1027.
- le débit du compte 13, à l'exception du compte 139.
- le débit du compte 26, à l'exception du compte 269.
- le débit du compte 27, à l'exception des comptes 2768 et 279.
- le débit du compte 454
- le débit du compte 455
- le débit du compte 456
- le débit du compte 458
- le débit du compte 481

3 Les recettes

Les recettes réelles totales des régions (tableau T02) sont égales à la somme des recettes de fonctionnement et des recettes d'investissement **hors produit des emprunts** (voir **4.1**).

3.1 Les recettes de fonctionnement (tableaux T04.1 et T04.2) sont égales au crédit net² des comptes 7 sauf 775, 776, 777 et 78. En 2020, la réforme de l'apprentissage conduit à la disparition de certaines recettes (taxe d'apprentissage, part de la TICPE relative à l'apprentissage).

3.1.1 Les impôts locaux (tableau T04.1) sont égaux au crédit net des comptes 731 et 7391 dans la nomenclature M71. Dans la nomenclature M57 ils sont égaux au crédit net des comptes : 7311, 732 (sauf 73223, 73225, 7323), 7333, 7334, et 73911, 7392 (sauf 739225), 73933, 73934. Ils comprennent notamment :

- les comptes 7311 et 7318 correspondant aux **contributions directes** (tableau T08).
- les comptes 7312 (732 en M57) correspondant aux reversements de fiscalité (voir **5**).
- les comptes 7391 (7391, 7392 et 7393 en M57) correspondant aux prélèvements de fiscalité (voir **5**).

En 2021, la CVAE disparaît compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.

3.1.2 Les autres impôts et taxes (tableau T04.1) sont égaux au crédit net du compte 73 (à l'exception du compte 731) et 739 (à l'exception du compte 7391) (voir **3.1.1**), dont :

- le compte 732 (73142 en M57) correspondant à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- le compte 733 (735 en M57) correspondant à la fraction de TVA.
- le compte 7344 (73153 en M57) correspondant à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises).
- le compte 7382 (73177 en M57) correspondant à la TICPE "Accompagnement de la réforme de l'apprentissage"
- le compte 73842 (731774 en M57) correspondant à la TICPE "Formation Professionnelle et Apprentissage".
- le compte 7385 (731775 en M57) correspondant à la TICPE "Primes employeurs apprentis".

NB : La Corse, les collectivités territoriales uniques et régions d'outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques inscrites au compte 734 de la nomenclature M57 et 736, 737 en M71 (droits de consommation sur les alcools, taxe sur les rhums, octroi de mer, etc.).

² L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

La TICPE figurant au tableau T04.1 est égale à la somme des crédits nets des comptes 732 (731421 en M57), 7382 (731772 en M57), 73842 (731774 en M57) et 7385 (731775 en M57).

Les **recettes fiscales** des régions (tableau T08) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes et de certaines **recettes d'investissement** (voir 3.2.1).

3.1.3 Les concours de l'Etat (tableau T04.2) sont égaux au crédit net³ des comptes 741, 742, 743, 744, 745, 746, 7483. Ils comprennent notamment :

- le compte 741 correspondant à la dotation globale de fonctionnement (DGF). A compter de l'exercice 2018, cette recette est, pour les régions, remplacée par le versement d'une fraction du produit de la TVA (compte 733 ; voir **3.1.2**), comptée en impôts et taxes. Les CTU continuent de percevoir la DGF.
- le compte 7483 correspondant à la péréquation et compensation fiscales (PCF).

3.1.4 Les subventions reçues et participations (tableau T04.2) sont égales au crédit net des comptes 747 et 748 (sauf 7483).

3.1.5 Les ventes de biens et services (tableau T04.2) sont égales au crédit net du compte 70.

3.1.6 Les autres recettes de fonctionnement (tableau T04.2) comprennent :

- le crédit net du compte 71
- le crédit net du compte 72
- le crédit net du compte 743
- le crédit net du compte 7486
- le crédit net du compte 749
- le crédit net du compte 75
- le crédit net du compte 76
- le crédit net du compte 77, à l'exception du compte 775 (voir **3.2.2**) et des comptes 776 et 777.
- le crédit net du compte 79

3.2 Les recettes d'investissement (tableau T06) sont égales à la somme des dotations, subventions et fonds divers, et des autres recettes d'investissement. **Les produits des emprunts en sont exclus** (voir **4.1**).

3.2.1 Les autres dotations, subventions et fonds divers sont égaux au crédit du compte 13 (subventions d'investissement), auquel on ajoute le crédit du compte 102. Sont exclus les comptes 139, 1027, 10222 et 10229. Elles comprennent notamment :

- le compte 10223 correspondant à la majoration de la TICPE instituée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le compte 10226 correspondant à la taxe d'aménagement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le compte 1332 (133122 en M57) correspondant à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)
- le compte 13332 correspondant à la redevance sur construction de bureaux et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le compte 13333 correspondant à la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)

3.2.2 Le compte 10222 correspond au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

3.2.3 Les autres recettes d'investissement comprennent :

- le crédit net du compte 103
- le crédit du compte 20
- le crédit du compte 21
- le crédit du compte 231
- le crédit du compte 232
- le crédit du compte 26, à l'exception du compte 269.
- le crédit du compte 27, à l'exception des comptes 2768 et 279.
- le crédit du compte 454
- le crédit du compte 455
- le crédit du compte 456
- le crédit du compte 458
- le crédit net du compte 775

Les mouvements relatifs au compte 103 (préfinancement du FCTVA) peuvent exceptionnellement conduire à un montant négatif pour l'agrégat "autres recettes d'investissement".

³ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits).

4 Les emprunts et la dette

4.1 Le produit des emprunts correspond aux nouveaux prêts contractés dans l'année. Il est égal au crédit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des recettes de la région (voir **3**).

4.2 Le remboursement des emprunts est égal au débit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des dépenses de la région (voir **2**).

L'annuité de la dette (tableau T09) est égale à la somme du remboursement des emprunts, et des intérêts des emprunts et dettes versés (voir **2.1.4**).

4.3 La dette est égale au stock de dette figurant au compte 16 (à l'exception des comptes 1688 et 169) au 31 décembre de l'année de l'exercice.

4.4 Le montant de la gestion active de la dette (GAD) est déterminé à partir du crédit et du débit des comptes 16449 et 166 :

$$\text{GAD} = \text{minimum (crédit du compte 16449, débit du compte 16449)} + \text{minimum (crédit du compte 166, débit du compte 166)}$$

5 Prélèvements et reversements de fiscalité

A la suite de la réforme de la fiscalité locale, des prélèvements et des reversements de fiscalité sont réalisés entre les régions :

- le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Il est mis en œuvre pour la première fois en 2011. Un prélèvement est effectué sur les régions "gagnantes" dans la réforme de la fiscalité locale, au profit des régions "perdantes".

- le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions vise à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les ressources perçues par les régions et prises en compte dans le calcul sont la CVAE, les IFER et le DCRTP, ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

Les prélèvements concernant ces différents fonds sont comptabilisés en moindres recettes dans cette publication. Des détails sont cependant fournis dans le tableau T07 :

- les prélèvements correspondant au compte 73912 (739221 en M57) et les reversements correspondant au compte 73121 (73221 en M57) pour le FNGIR.
- les prélèvements correspondant au compte 73914 (739222 en M57) et les reversements correspondant au compte 73122 (73222 en M57) pour le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions.

Certains prélèvements de fiscalité, comme celui effectué au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques (compte 73916), ne sont pas détaillées au tableau T07 et ne sont pas inclus dans le solde des prélèvements et reversements de fiscalité au tableau T08. Ils sont cependant pris en compte dans le montant total des impôts locaux dont ils constituent une moindre recette.

Suite à la loi de finances de 2021 ayant supprimé la part de CVAE perçue par les régions et collectivités assimilées en la remplaçant par une fraction de la TVA, les fonds de solidarité ont été réorganisés et les montants affectés fortement modifiés. Alors qu'en 2020, les ressources du fonds de péréquation des ressources des régions s'élevaient à 185 M€, elles sont de moins de 10 M€ en 2022.

6 Ventilation des dépenses par fonction

Attention : la comparaison entre les régions des dépenses ventilées par fonction et sous-fonction nécessite une certaine prudence, dans la mesure où les régions ne ventilent pas leurs dépenses avec la même précision.

La présentation des fonctions a changé cette année. La nomenclature utilisée se rapproche de celle de la M57, en vigueur pour toutes les collectivités locales à partir de 2024.

6.1 Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1)

Les finances des régions en 2022

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant de la sous-fonction 811 (transport ferroviaire régional de voyageurs). Depuis le 1er janvier 2002, et conformément à la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), l'organisation et le financement des services ferroviaires de transports collectifs d'intérêt régional ont été transférés à toutes les régions métropolitaines - à l'exception de la Corse et de l'Île-de-France (pour cette dernière, "Île-de-France Mobilités" (syndicat des transports d'Île-de-France - STIF - avant 2017) organise les réseaux de transports). Les montants inscrits en dépenses d'investissement pour l'Île-de-France sont constitués de subventions versées aux collectivités territoriales, à la SNCF et d'autres organismes de transports.

6.2 Les dépenses pour les lycées publics et privés (tableau T12.2)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 222 (lycées publics) et 223 (lycées privés). Depuis 2005, les régions assurent la construction, la reconstruction, l'extension, le fonctionnement et l'équipement des lycées. Elles sont également responsables du recrutement et de la gestion, notamment de la rémunération, des personnels non enseignant de ces établissements (personnels techniciens, ouvriers et de service - TOS).

6.3 Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 11 (formation professionnelle) et 12 (apprentissage). Depuis 2005, les régions ont des compétences renforcées et élargies en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Elles assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

En 2020, la réforme de l'apprentissage recentralise la compétence au profit des branches professionnelles, avec transfert du financement à l'opérateur France Compétences.

7 Les ratios obligatoires (tableau T13)

Conformément aux définitions retenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales, les ratios 1, 4, 9 et 10 prennent en compte les travaux en régie (compte 72), et les ratios 4 et 10 prennent en compte les dépenses pour compte de tiers (compte 45).

Liste des tableaux

Tableau	Page	Contenu
T01	10	Les dépenses des régions
T02	11	Les recettes des régions
T03.1	12	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)
T03.2	13	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)
T04.1	14	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)
T04.2	15	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)
T05	16	Ventilation des dépenses d'investissement par nature
T06	17	Ventilation des recettes d'investissement par nature
T07	18	Les prélèvements et reversements de fiscalité
T08	19	Synthèse des recettes fiscales
T09	20	Emprunts et endettement
T10.1	21	Soldes de gestion et indicateurs (1/2)
T10.2	22	Soldes de gestion et indicateurs (2/2)
T11.1	23	Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)
T11.2	24	Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)
T12.1	25	Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs
T12.2	26	Les dépenses pour les lycées publics et privés
T12.3	27	Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage
T13	28	Les ratios financiers
T14	29	Données démographiques
T15	30	Données géographiques
T16	31	Données économiques et sociales

T01 - Les dépenses des régions (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses réelles totales			Dépenses de fonctionnement				Dépenses d'investissement			
	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Part (2) %	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Part (3) %	Evolution / 2021
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 990,5	486	-0,8%	2 285,6	278	57	+3,4%	1 704,8	207	43	-5,9%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 649,5	573	-0,1%	1 039,8	361	63	+1,3%	609,7	212	37	-2,4%
53 Bretagne	1 566,2	455	+6,2%	1 007,1	292	64	+5,7%	559,1	162	36	+7,1%
24 Centre-Val de Loire	1 680,0	638	+11,9%	960,5	365	57	+6,4%	719,5	273	43	+20,3%
44 Grand Est	3 005,2	531	-5,9%	1 941,2	343	65	-8,1%	1 064,0	188	35	-1,6%
32 Hauts-de-France	3 291,0	540	+4,1%	2 360,3	387	72	+2,0%	930,7	153	28	+9,8%
11 Ile-de-France	4 790,7	387	+2,1%	2 745,4	222	57	+7,6%	2 045,3	165	43	-4,5%
28 Normandie	1 760,3	518	+3,0%	1 200,1	353	68	+3,7%	560,2	165	32	+1,5%
75 Nouvelle-Aquitaine	3 019,1	491	+3,6%	1 946,8	317	64	+4,0%	1 072,3	174	36	+2,8%
76 Occitanie	3 432,8	567	-1,4%	2 093,0	346	61	+1,4%	1 339,8	221	39	-5,3%
52 Pays de la Loire	1 671,6	429	-1,8%	1 069,3	274	64	+0,4%	602,3	155	36	-5,3%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 215,0	429	+6,7%	1 562,2	303	71	+7,4%	652,7	127	29	+5,2%
01 Guadeloupe	463,4	1 188	-3,7%	242,9	623	52	-0,8%	220,5	565	48	-6,7%
04 La Réunion	699,6	803	-4,8%	404,5	464	58	-3,2%	295,1	339	42	-6,8%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	27 281,3	509	+1,5%	17 465,9	326	64	+1,9%	9 815,3	183	36	+0,6%
France métropolitaine hors Corse	32 071,9	486	+1,6%	20 211,3	306	63	+2,7%	11 860,6	180	37	-0,3%
Outre-mer hors 02 et 03	1 163,0	922	-4,4%	647,3	513	56	-2,3%	515,6	409	44	-6,8%
Total	33 234,9	494	+1,3%	20 858,6	310	63	+2,5%	12 376,3	184	37	-0,6%
94 Corse	1 431,7	4 142	+14,1%	1 090,7	3 156	76	+16,6%	341,0	987	24	+6,8%
02 Martinique	1 147,6	3 107	-5,6%	894,8	2 422	78	-0,0%	252,8	684	22	-21,2%
03 Guyane	518,5	1 825	-1,0%	394,8	1 390	76	+2,4%	123,7	435	24	-10,6%
TOTAL régions et CTU	36 332,7	530	+1,5%	23 238,9	339	64	+3,0%	13 093,8	191	36	-1,0%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 2).

(2) Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses réelles totales.

(3) Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales.

T02 - Les recettes des régions (1)

[Sommaire](#)

Régions	Recettes réelles totales			Recettes de fonctionnement				Recettes d'investissement			
	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Part (2) %	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Part (3) %	Evolution / 2021
84 Auvergne-Rhône-Alpes	4 008,6	488	+5,3%	3 109,7	378	78	+3,8%	899,0	109	22	+10,8%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 457,1	506	+2,3%	1 322,7	459	91	+4,2%	134,5	47	9	-13,3%
53 Bretagne	1 505,9	437	+7,5%	1 325,4	385	88	+5,6%	180,5	52	12	+24,2%
24 Centre-Val de Loire	1 467,6	558	+7,8%	1 175,6	447	80	+13,5%	292,0	111	20	-10,3%
44 Grand Est	2 955,0	522	-4,9%	2 530,7	447	86	-4,8%	424,3	75	14	-5,7%
32 Hauts-de-France	3 222,7	529	+3,1%	2 717,0	446	84	+1,5%	505,7	83	16	+12,3%
11 Ile-de-France	4 434,0	358	+1,9%	3 718,6	300	84	+5,5%	715,4	58	16	-13,3%
28 Normandie	1 765,1	520	+1,6%	1 519,8	447	86	+4,2%	245,2	72	14	-12,2%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 801,7	456	+2,2%	2 405,1	391	86	+2,4%	396,6	64	14	+1,3%
76 Occitanie	3 093,2	511	+3,9%	2 589,6	427	84	+3,9%	503,6	83	16	+3,8%
52 Pays de la Loire	1 631,6	419	+5,3%	1 344,8	345	82	+4,8%	286,8	74	18	+8,1%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 233,6	433	+5,6%	2 041,5	396	91	+6,2%	192,1	37	9	-0,4%
01 Guadeloupe	423,0	1 085	-4,0%	317,4	814	75	+7,0%	105,6	271	25	-26,7%
04 La Réunion	781,2	897	+19,7%	623,8	716	80	+12,6%	157,4	181	20	+59,0%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	26 142,1	488	+3,1%	22 081,9	412	84	+3,2%	4 060,2	76	16	+2,8%
France métropolitaine hors Corse	30 576,1	463	+3,0%	25 800,5	391	84	+3,5%	4 775,6	72	16	-0,0%
Outre-mer hors 02 et 03	1 204,2	955	+10,1%	941,2	746	78	+10,7%	263,0	209	22	+8,2%
Total	31 780,3	473	+3,2%	26 741,7	398	84	+3,8%	5 038,6	75	16	+0,4%
94 Corse	1 355,3	3 921	+12,4%	1 232,1	3 565	91	+9,2%	123,2	356	9	+58,8%
02 Martinique	1 119,6	3 031	-1,7%	1 022,9	2 769	91	+4,6%	96,6	262	9	-39,7%
03 Guyane	562,4	1 980	+8,4%	466,7	1 643	83	+5,4%	95,7	337	17	+26,2%
TOTAL régions et CTU	34 817,6	508	+3,5%	29 463,5	430	85	+4,0%	5 354,1	78	15	+0,4%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 3).

(2) Part des recettes de fonctionnement dans les recettes réelles totales.

(3) Part des recettes d'investissement dans les recettes réelles totales.

T03.1 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)

[Sommaire](#)

Régions	Charges de personnel (1)				Achats et charges externes (2)			
	2022	2022	Part (3)	Evolution / 2021	2022	2022	Part (4)	Evolution / 2021
	M€	€/h	%		M€	€/h	%	
84 Auvergne-Rhône-Alpes	380,3	46	17	+4,4%	357,8	44	16	+9,3%
27 Bourgogne-Franche-Comté	192,3	67	18	+4,6%	271,6	94	26	+0,2%
53 Bretagne	180,6	52	18	+5,4%	195,9	57	19	+5,2%
24 Centre-Val de Loire	147,6	56	15	+5,1%	259,3	99	27	+21,1%
44 Grand Est	336,5	59	17	+3,1%	372,2	66	19	+0,1%
32 Hauts-de-France	394,2	65	17	+2,2%	577,3	95	24	-0,8%
11 Ile-de-France	469,6	38	17	+4,0%	369,6	30	13	+17,9%
28 Normandie	226,4	67	19	+3,3%	293,7	86	24	+5,2%
75 Nouvelle-Aquitaine	399,0	65	20	+2,6%	351,2	57	18	+2,9%
76 Occitanie	358,3	59	17	+5,0%	483,3	80	23	-3,3%
52 Pays de la Loire	179,0	46	17	+3,2%	302,3	78	28	+4,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	293,9	57	19	+3,8%	213,7	41	14	+7,6%
01 Guadeloupe	78,4	201	32	+3,2%	39,9	102	16	+5,9%
04 La Réunion	153,9	177	38	+1,6%	48,7	56	12	-13,2%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 088,0	58	18	+3,7%	3 678,3	69	21	+3,3%
France métropolitaine hors Corse	3 557,6	54	18	+3,7%	4 047,9	61	20	+4,5%
Outre-mer hors 02 et 03	232,2	184	36	+2,1%	88,6	70	14	-5,6%
Total	3 789,8	56	18	+3,6%	4 136,6	62	20	+4,2%
94 Corse	235,8	682	22	+2,8%	82,2	238	8	+1,3%
02 Martinique	234,8	636	26	+2,2%	55,5	150	6	+8,7%
03 Guyane	167,6	590	42	+4,8%	61,6	217	16	+19,4%
TOTAL régions et CTU	4 428,0	65	19	+3,5%	4 335,9	63	19	+4,4%

Source : DGCL - Données DGFiP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.2).

(3) Part des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement.

(4) Part des achats et charges externes dans les dépenses de fonctionnement.

T03.2 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses d'intervention (1)				Charges financières (2)					Autres (3)
	2022	2022	Part (4)	Evolution / 2021	2022	2022	Part (5)	Evolution / 2021	dont intérêt de la dette	2022
	M€	€/h	%		M€	€/h	%		M€	M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 473,4	179	64	+2,5%	47,6	6	2	-3,5%	37,2	26,6
27 Bourgogne-Franche-Comté	555,0	193	53	+0,2%	12,9	4	1	+46,9%	10,2	8,0
53 Bretagne	604,2	175	60	+5,5%	12,0	3	1	+1,7%	9,5	14,4
24 Centre-Val de Loire	532,1	202	55	-0,1%	10,8	4	1	+33,7%	10,7	10,7
44 Grand Est	1 158,2	204	60	+8,3%	47,4	8	2	+1,5%	37,4	27,0
32 Hauts-de-France	1 308,6	215	55	+2,7%	61,8	10	3	+10,1%	54,8	18,3
11 Ile-de-France	1 799,1	145	66	+11,0%	85,8	7	3	-7,8%	85,0	21,2
28 Normandie	609,1	179	51	-0,3%	9,8	3	1	+20,4%	8,3	61,2
75 Nouvelle-Aquitaine	1 129,0	184	58	+4,9%	43,2	7	2	+17,7%	42,8	24,4
76 Occitanie	1 188,5	196	57	+1,3%	43,0	7	2	+23,6%	41,3	19,9
52 Pays de la Loire	544,3	140	51	-1,4%	28,0	7	3	+4,3%	25,9	15,7
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	945,8	183	61	+9,8%	89,5	17	6	+7,1%	50,6	19,4
01 Guadeloupe	109,5	281	45	-8,3%	7,0	18	3	+3,3%	6,4	8,1
04 La Réunion	170,7	196	42	-8,0%	21,9	25	5	+5,0%	20,9	9,4
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	10 048,0	187	58	+3,4%	405,9	8	2	+9,5%	328,8	245,7
France métropolitaine hors Corse	11 847,0	180	59	+4,5%	491,8	7	2	+6,0%	413,8	266,9
Outre-mer hors 02 et 03	280,1	222	43	-8,1%	28,8	23	4	+4,6%	27,2	17,5
Total	12 127,2	180	58	+4,2%	520,6	8	2	+5,9%	441,0	284,5
94 Corse	640,1	1 852	59	+8,4%	20,8	60	2	-3,3%	20,1	111,8
02 Martinique	586,6	1 588	66	-0,9%	14,9	40	2	-0,5%	14,3	3,1
03 Guyane	145,8	513	37	+7,1%	4,4	15	1	-86,5%	1,9	15,4
TOTAL régions et CTU	13 499,6	197	58	+4,2%	560,6	8	2	+0,1%	477,3	414,8

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 2.1.5).

(4) Part des dépenses d'intervention dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Part des charges financières dans les dépenses de fonctionnement.

T04.1 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)

[Sommaire](#)

Régions	Impôts locaux (1)				Autres impôts et taxes (2)					
	2022	2022	Part (3)	Evolution	2022	2022	Part (4)	Evolution	dont	dont
	M€	€/h	%	/ 2021	M€	€/h	%	/ 2021	cartes grises M€	TICPE M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	-40,5	-5	-1	N.S	2 821,7	343	91	+6,9%	240,9	525,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	52,0	18	4	-42,9%	1 029,3	357	78	+8,2%	93,2	254,1
53 Bretagne	5,4	2	0	-84,0%	1 061,0	308	80	+7,0%	108,4	265,9
24 Centre-Val de Loire	-2,0	-1	0	-108,0%	912,3	347	78	+8,2%	83,4	198,7
44 Grand Est	-11,3	-2	0	-127,0%	2 026,2	358	80	+9,4%	185,0	483,5
32 Hauts-de-France	14,0	2	1	-89,6%	2 173,2	356	80	+12,9%	135,1	542,0
11 Ile-de-France	-1 254,3	-101	-34	-40,6%	4 712,6	381	127	-12,1%	263,4	1 027,9
28 Normandie	-2,6	-1	0	-102,2%	1 175,2	346	77	+17,5%	85,4	267,5
75 Nouvelle-Aquitaine	25,4	4	1	-74,6%	2 000,7	325	83	+8,5%	170,2	489,0
76 Occitanie	32,6	5	1	-82,3%	1 897,9	313	73	+14,3%	174,4	389,9
52 Pays de la Loire	-16,4	-4	-1	N.S	1 125,0	289	84	+6,6%	111,1	226,5
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	-67,3	-13	-3	N.S	1 737,5	337	85	+9,3%	179,9	383,8
01 Guadeloupe	-2,3	-6	-1	N.S	241,1	618	76	+16,1%	9,7	9,5
04 La Réunion	6,1	7	1	-33,7%	439,8	505	71	+6,9%	28,7	10,0
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	-10,5	0	0	-101,4%	17 959,9	335	81	+9,8%	1 566,9	4 026,3
France métropolitaine hors Corse	-1 264,9	-19	-5	-8,0%	22 672,5	344	88	+4,4%	1 830,4	5 054,3
Outre-mer hors 02 et 03	3,7	3	0	-56,6%	680,9	540	72	+10,0%	38,3	19,5
Total	-1 261,2	-19	-5	-7,7%	23 353,5	347	87	+4,6%	1 868,7	5 073,8
94 Corse	35,6	103	3	-1,8%	761,6	2 203	62	+10,2%	10,3	71,1
02 Martinique	34,0	92	3	-9,8%	667,5	1 807	65	+7,0%	7,3	183,4
03 Guyane	10,3	36	2	-25,8%	282,2	994	60	+5,3%	4,3	3,0
TOTAL régions et CTU	-1 181,3	-17	-4	-7,6%	25 064,7	366	85	+4,8%	1 890,7	5 331,2

Source :DGCL - Données DGFiP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.2).

(3) Part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement.

(4) Part des autres impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement.

T04.2 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)

[Sommaire](#)

Régions	Concours de l'Etat (1)							Subventions reçues et participations (2)	Ventes de biens et services (3)	Autres (4)
	2022	2022	Part (5)	Evolution / 2021	dont DGF	dont PCF	dont autres dotations	2022	2022	2022
	M€	€/h	%		M€	M€	M€	M€	M€	M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	149,4	18	5	+4,9%	0,0	56,0	93,4	94,6	44,1	40,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	93,2	32	7	+2,0%	0,0	42,1	51,0	129,5	3,7	15,0
53 Bretagne	72,5	21	5	+0,7%	0,0	38,8	33,7	163,0	14,4	9,1
24 Centre-Val de Loire	58,3	22	5	+3,3%	0,0	30,4	27,9	165,9	0,3	40,8
44 Grand Est	179,4	32	7	+1,9%	0,0	57,2	122,2	296,3	15,7	24,4
32 Hauts-de-France	245,9	40	9	+4,1%	0,1	146,8	99,1	260,3	2,7	20,9
11 Ile-de-France	72,9	6	2	+23,4%	0,0	54,8	18,1	177,4	0,1	10,0
28 Normandie	116,3	34	8	+4,1%	0,0	95,2	21,2	208,5	12,9	9,5
75 Nouvelle-Aquitaine	148,9	24	6	+2,3%	0,0	92,5	56,4	197,0	18,9	14,1
76 Occitanie	188,3	31	7	+1,9%	0,0	135,3	53,0	436,1	14,2	20,5
52 Pays de la Loire	67,7	17	5	+3,3%	0,0	25,6	42,2	117,1	22,8	28,5
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	133,7	26	7	+4,5%	0,0	82,0	51,7	140,2	26,8	70,6
01 Guadeloupe	43,9	113	14	-6,4%	0,0	3,6	40,4	32,2	0,1	2,5
04 La Réunion	85,7	98	14	+7,2%	0,0	12,4	73,2	79,7	2,0	10,5
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	1 453,7	27	7	+3,1%	0,1	801,7	651,9	2 208,5	176,5	293,9
France métropolitaine hors Corse	1 526,5	23	6	+3,9%	0,1	856,5	669,9	2 385,9	176,5	303,9
Outre-mer hors 02 et 03	129,6	103	14	+2,2%	0,0	16,0	113,6	111,9	2,1	13,0
Total	1 656,2	25	6	+3,8%	0,1	872,5	783,5	2 497,8	178,6	316,9
94 Corse	321,4	930	26	+0,4%	106,9	19,5	195,0	90,4	2,6	20,6
02 Martinique	207,5	562	20	-3,3%	144,8	21,8	40,9	95,8	6,7	11,5
03 Guyane	74,0	260	16	-1,2%	52,6	6,2	15,2	87,0	2,2	10,9
TOTAL régions et CTU	2 259,1	33	8	+2,4%	304,4	920,1	1 034,6	2 770,9	190,1	359,9

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 3.1.5).

(4) Voir méthodologie (partie 3.1.6).

(5) Part des concours de l'Etat dans les recettes de fonctionnement.

T05 - Ventilation des dépenses d'investissement par nature

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)
	2022	2022	Part (4)	Evolution / 2021	2022	2022	Part (5)	Evolution / 2021	2022
	M€	€/h	(%)		M€	€/h	(%)		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	369,9	45	22	-4,8%	1 239,7	151	73	-7,8%	95,2
27 Bourgogne-Franche-Comté	156,5	54	26	+37,1%	419,4	146	69	-8,5%	33,8
53 Bretagne	221,4	64	40	+10,7%	316,2	92	57	+7,6%	21,5
24 Centre-Val de Loire	151,4	58	21	+34,7%	552,0	210	77	+16,7%	16,1
44 Grand Est	225,8	40	21	+16,0%	816,0	144	77	-4,5%	22,3
32 Hauts-de-France	229,5	38	25	+6,3%	672,5	110	72	+11,9%	28,8
11 Ile-de-France	570,2	46	28	-12,0%	1 404,8	113	69	+0,5%	70,3
28 Normandie	170,6	50	30	+10,2%	327,0	96	58	-1,4%	62,6
75 Nouvelle-Aquitaine	320,0	52	30	+10,0%	705,2	115	66	+2,2%	47,1
76 Occitanie	447,4	74	33	-4,5%	814,2	134	61	-5,6%	78,2
52 Pays de la Loire	151,2	39	25	-22,1%	436,7	112	72	+5,5%	14,4
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	155,9	30	24	-11,3%	448,5	87	69	+16,3%	48,3
01 Guadeloupe	134,4	345	61	-6,4%	77,6	199	35	-5,8%	8,5
04 La Réunion	198,0	227	67	-0,3%	78,1	90	26	-4,3%	19,0
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 599,8	49	26	+3,6%	6 747,2	126	69	+0,6%	468,3
France métropolitaine hors Corse	3 170,0	48	27	+0,4%	8 152,0	124	69	+0,6%	538,7
Outre-mer hors 02 et 03	332,4	264	64	-2,9%	155,7	123	30	-5,1%	27,5
Total	3 502,4	52	28	+0,1%	8 307,7	124	67	+0,5%	566,2
94 Corse	165,6	479	49	+8,5%	153,0	443	45	+2,0%	22,4
02 Martinique	142,4	386	56	-3,8%	109,8	297	43	-35,0%	0,6
03 Guyane	89,2	314	72	-2,3%	30,2	106	24	-22,6%	4,3
TOTAL régions et CTU	3 899,7	57	30	+0,2%	8 600,7	126	66	-0,3%	593,4

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 2.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 2.2.3).

(4) Part des dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(5) Part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement.

T06 - Ventilation des recettes d'investissement par nature

[Sommaire](#)

Régions	Dotations, subventions et fonds divers (1)				FCTVA (2)	Autres (3)
	2022 M€	2022 €/h	Part (4) %	Evolution / 2021	2022 M€	2022 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	727,1	88	81	+16,3%	87,6	84,3
27 Bourgogne-Franche-Comté	99,6	35	74	-17,2%	25,0	9,8
53 Bretagne	129,3	38	72	+29,7%	29,8	21,4
24 Centre-Val de Loire	263,6	100	90	-13,2%	15,9	12,5
44 Grand Est	357,3	63	84	+5,3%	44,9	22,1
32 Hauts-de-France	408,6	67	81	+20,6%	31,5	65,5
11 Ile-de-France	606,9	49	85	-6,7%	68,1	40,4
28 Normandie	151,5	45	62	-31,3%	20,6	73,1
75 Nouvelle-Aquitaine	307,0	50	77	-8,1%	46,3	43,3
76 Occitanie	406,6	67	81	+8,7%	66,6	30,3
52 Pays de la Loire	223,4	57	78	+7,3%	28,3	35,1
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	127,3	25	66	-8,8%	23,1	41,7
01 Guadeloupe	86,3	221	82	-27,6%	11,7	7,7
04 La Réunion	110,4	127	70	+31,7%	37,5	9,4
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 201,2	60	79	+3,1%	419,7	439,3
France métropolitaine hors Corse	3 808,1	58	80	+1,4%	487,8	479,7
Outre-mer hors 02 et 03	196,7	156	75	-3,1%	49,2	17,1
Total	4 004,8	60	79	+1,2%	537,1	496,8
94 Corse	79,7	231	65	+42,6%	27,9	15,6
02 Martinique	73,7	199	76	-41,5%	21,9	1,0
03 Guyane	76,5	269	80	+16,6%	15,0	4,2
TOTAL régions et CTU	4 234,7	62	79	+0,7%	601,8	517,5

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 3.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 3.2.3).

(4) Part des dotations, subventions et fonds divers dans les recettes d'investissement

T07 - Les prélèvements et reversements de fiscalité (1)

[Sommaire](#)

Régions	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources		Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	
	Prélèvement M€	Reversement M€	Prélèvement M€	Reversement M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	0,0	1,2	0,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	0,0	0,4	0,0
53 Bretagne	0,0	0,0	0,0	0,0
24 Centre-Val de Loire	0,0	0,0	0,4	0,0
44 Grand Est	0,0	0,0	0,0	0,0
32 Hauts-de-France	0,0	0,0	0,9	0,0
11 Ile-de-France	0,0	0,0	0,0	0,0
28 Normandie	0,0	0,0	0,5	0,0
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	0,0	0,0	0,0
76 Occitanie	0,0	0,0	0,9	0,0
52 Pays de la Loire	0,0	0,0	0,6	0,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	0,0	0,8	0,0
01 Guadeloupe	0,0	0,0	0,0	0,0
04 La Réunion	0,0	0,0	0,0	2,9
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,0	0,0	5,7	0,0
France métropolitaine hors Corse	0,0	0,0	5,7	0,0
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	0,0	0,0	2,9
Total	0,0	0,0	5,7	2,9
94 Corse	0,0	11,6	0,0	0,9
02 Martinique	0,0	2,6	0,0	0,0
03 Guyane	0,0	4,2	0,0	0,0
TOTAL régions et CTU	0,0	18,3	5,7	3,8

Source : DGCL - Données DGFIP.

(1) Voir méthodologie (partie 5).

T08 - Synthèse des recettes fiscales (1)

[Sommaire](#)

Régions	Impôts locaux			Autres impôts et taxes		TICPE 2ème part (2)	Taxes d'urbanisme (3)	Recettes fiscales		TICPE 2ème part (4)
	2022	dont contributions directes	dont solde des prélèvements et reversements de fiscalité (5)	2022	dont TICPE 2ème part (6)	2022	2022	Total	Evolution / 2021	2022
	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	-40,5	81,1	-1,2	2 821,7	0,0	64,7	0,0	2 845,8	+5,3%	64,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	52,0	40,3	-0,4	1 029,3	32,0	32,0	0,0	1 113,2	+3,6%	0,0
53 Bretagne	5,4	28,1	0,0	1 061,0	37,7	37,7	0,0	1 104,1	+4,2%	0,0
24 Centre-Val de Loire	-2,0	30,8	-0,4	912,3	28,3	28,3	0,0	938,6	+4,8%	0,0
44 Grand Est	-11,3	57,7	0,0	2 026,2	48,4	48,4	0,0	2 063,4	+6,2%	0,0
32 Hauts-de-France	14,0	56,0	-0,9	2 173,2	51,2	51,2	0,0	2 238,4	+6,1%	0,0
11 Ile-de-France	-1 254,3	121,1	0,0	4 712,6	0,0	59,1	138,6	3 655,9	+5,0%	59,1
28 Normandie	-2,6	28,4	-0,5	1 175,2	0,0	34,7	0,0	1 207,3	+5,0%	34,7
75 Nouvelle-Aquitaine	25,4	54,0	0,0	2 000,7	63,1	63,1	0,0	2 089,2	+4,1%	0,0
76 Occitanie	32,6	50,6	-0,9	1 897,9	0,0	56,3	0,0	1 986,8	+4,6%	56,3
52 Pays de la Loire	-16,4	35,1	-0,6	1 125,0	0,0	40,5	0,0	1 149,1	+5,3%	40,5
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	-67,3	42,6	-0,8	1 737,5	48,2	48,2	0,0	1 718,4	+4,5%	0,0
01 Guadeloupe	-2,3	2,4	0,0	241,1	0,0	0,0	0,0	238,8	+15,3%	0,0
04 La Réunion	6,1	3,2	2,9	439,8	0,0	0,0	0,0	445,9	+6,0%	0,0
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	-10,5	504,8	-5,7	17 959,9	308,8	505,0	0,0	18 454,4	+5,0%	196,2
France métropolitaine hors Corse	-1 264,9	625,8	-5,7	22 672,5	308,8	564,1	138,6	22 110,3	+5,0%	255,3
Outre-mer hors 02 et 03	3,7	5,6	2,9	680,9	0,0	0,0	0,0	684,7	+9,1%	0,0
Total	-1 261,2	631,5	-2,8	23 353,5	308,8	564,1	138,6	22 795,0	+5,1%	255,3
94 Corse	35,6	18,8	12,5	761,6	0,0	0,0	0,0	797,1	+9,6%	0,0
02 Martinique	34,0	15,8	2,6	667,5	4,2	4,2	0,0	705,7	+5,9%	0,0
03 Guyane	10,3	6,5	4,2	282,2	0,0	0,0	0,0	292,6	+3,8%	0,0
TOTAL régions et CTU	-1 181,3	672,6	16,4	25 064,7	313,0	568,3	138,6	24 590,4	+5,3%	255,3

Source : DGCL - Données DGFiP.

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Compte 10223.

(3) Comptes 10226, 13332 et 13333.

(4) Total de la TICPE 2ème part (comptes 10223, 7383, 73522, 7322 et 731422)

(5) Solde des prélèvements et reversements de fiscalité. Il ne comprend pas certains prélèvements de fiscalité, comme celui effectué au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques (compte 73916). Ces prélèvements sont cependant pris en compte dans le montant total des impôts locaux (colonne 1) dont ils constituent une moindre recette (voir méthodologie, partie 5).

(6) Compte 7383 en M71 avant 2017, 73522 en M57 avant 2018, 7322 en M71 après 2016, 731422 en M57 après 2017.

T09 - Emprunts et endettement

[Sommaire](#)

Régions	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dette au 31/12/2021			Annuité de la dette (3)		
	2022	2022	Evolution / 2021	2022	2022	Evolution / 2021	2022	2022	Evolution / 2021	2022	2022	Evolution / 2021
	M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h	
84 Auvergne-Rhône-Alpes	202,7	25	+1,1%	173,1	21	-59,9%	2 637,2	321	-1,6%	239,9	29	+1,2%
27 Bourgogne-Franche-Comté	66,3	23	+11,6%	276,0	96	+8,3%	1 306,3	454	+19,1%	76,5	27	+17,5%
53 Bretagne	77,9	23	+12,1%	77,0	22	-33,2%	1 424,7	414	-0,1%	87,4	25	+13,4%
24 Centre-Val de Loire	54,9	21	-14,7%	278,4	106	+35,8%	1 129,6	429	+24,7%	65,6	25	-9,2%
44 Grand Est	213,6	38	+9,7%	254,1	45	+3,1%	2 667,7	471	+0,7%	251,0	44	+9,1%
32 Hauts-de-France	173,2	28	+1,1%	228,5	37	-2,3%	3 263,9	535	+1,6%	228,0	37	+3,9%
11 Ile-de-France	436,4	35	+128,3%	700,0	57	+40,0%	6 354,7	513	+4,3%	521,4	42	+83,5%
28 Normandie	63,0	19	+4,4%	93,5	28	-7,7%	684,6	202	+4,7%	71,4	21	+4,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	177,1	29	+8,9%	344,6	56	-13,3%	2 827,0	460	+6,3%	219,8	36	+10,7%
76 Occitanie	168,4	28	+27,4%	489,3	81	-19,2%	3 322,8	549	+9,0%	209,8	35	+26,8%
52 Pays de la Loire	123,6	32	+4,1%	239,6	61	-13,3%	2 120,1	544	+5,8%	149,5	38	+4,6%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	132,8	26	+5,8%	0,0	0	-100,0%	2 715,2	526	-4,1%	183,4	36	+4,9%
01 Guadeloupe	27,1	70	+16,5%	45,0	115	-45,8%	449,2	1 152	+4,1%	33,5	86	+14,1%
04 La Réunion	65,1	75	+1,2%	10,0	11	-92,9%	1 262,1	1 449	-4,2%	85,9	99	+2,5%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	1 453,6	27	+6,9%	2 454,2	46	-19,9%	24 099,1	450	+4,0%	1 782,3	33	+7,9%
France métropolitaine hors Corse	1 889,9	29	+21,9%	3 154,2	48	-11,5%	30 453,8	462	+4,1%	2 303,7	35	+19,0%
Outre-mer hors 02 et 03	92,2	73	+5,2%	55,0	44	-75,3%	1 711,2	1 357	-2,1%	119,4	95	+5,5%
Total	1 982,1	29	+21,0%	3 209,2	48	-15,2%	32 165,1	478	+3,7%	2 423,1	36	+18,3%
94 Corse	45,0	130	-6,6%	101,2	293	+19,1%	1 000,3	2 894	+6,7%	65,1	188	-5,4%
02 Martinique	58,8	159	+11,2%	91,0	246	-41,3%	881,7	2 387	+3,8%	73,1	198	+9,6%
03 Guyane	14,0	49	+14,6%	20,0	70	-39,8%	145,8	513	+4,3%	15,9	56	-42,1%
TOTAL régions et CTU	2 099,9	31	+19,9%	3 421,4	50	-15,7%	34 192,8	499	+3,8%	2 577,3	38	+16,5%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(2) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(3) Voir méthodologie (partie 4).

T10.1 - Soldes de gestion et indicateurs (1/2)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionnement	Epargne de gestion		Charges financières	Epargne brute			Remboursement de dette	Epargne nette	
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)		(d)	(e) = (c) - (d)			(f)	(e) - (f)	
	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022	Evolution / 2021	2022	2022	2022
	M€	M€	M€	€/h	M€	M€	€/h	M€	M€	M€	€/h
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2 238,1	3 109,7	871,6	106	47,6	824,0	100	+39,2	202,7	621,3	76
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 026,9	1 322,7	295,7	103	12,9	282,9	98	+39,6	66,3	216,6	75
53 Bretagne	995,1	1 325,4	330,3	96	12,0	318,2	92	+15,8	77,9	240,4	70
24 Centre-Val de Loire	949,7	1 175,6	226,0	86	10,8	215,2	82	+82,6	54,9	160,3	61
44 Grand Est	1 893,8	2 530,7	636,9	112	47,4	589,5	104	+42,0	213,6	375,9	66
32 Hauts-de-France	2 298,5	2 717,0	418,6	69	61,8	356,8	59	-4,3	173,2	183,5	30
11 Ile-de-France	2 659,5	3 718,6	1 059,0	86	85,8	973,2	79	-1,8	436,4	536,8	43
28 Normandie	1 190,3	1 519,8	329,5	97	9,8	319,7	94	+19,0	63,0	256,7	76
75 Nouvelle-Aquitaine	1 903,6	2 405,1	501,6	82	43,2	458,3	75	-18,3	177,1	281,3	46
76 Occitanie	2 050,0	2 589,6	539,6	89	43,0	496,6	82	+69,9	168,4	328,2	54
52 Pays de la Loire	1 041,3	1 344,8	303,5	78	28,0	275,5	71	+57,3	123,6	151,9	39
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 472,8	2 041,5	568,8	110	89,5	479,3	93	+12,6	132,8	346,4	67
01 Guadeloupe	235,9	317,4	81,5	209	7,0	74,5	191	+22,8	27,1	47,4	122
04 La Réunion	382,6	623,8	241,2	277	21,9	219,4	252	+83,4	65,1	154,3	177
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	17 060,0	22 081,9	5 021,9	94	405,9	4 616,0	86	+355,5	1 453,6	3 162,5	59
France métropolitaine hors Corse	19 719,5	25 800,5	6 081,0	92	491,8	5 589,2	85	+353,7	1 889,9	3 699,3	56
Outre-mer hors 02 et 03	618,5	941,2	322,7	256	28,8	293,9	233	+106,2	92,2	201,7	160
Total	20 338,1	26 741,7	6 403,7	95	520,6	5 883,1	88	+459,9	1 982,1	3 901,0	58
94 Corse	1 069,9	1 232,1	162,2	469	20,8	141,4	409	-51,3	45,0	96,4	279
02 Martinique	879,9	1 022,9	143,0	387	14,9	128,2	347	+44,8	58,8	69,4	188
03 Guyane	390,4	466,7	76,3	269	4,4	71,9	253	+14,3	14,0	57,9	204
TOTAL régions et CTU	22 678,3	29 463,5	6 785,2	99	560,6	6 224,6	91	+467,7	2 099,9	4 124,7	60

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1).

T10.2 - Soldes de gestion et indicateurs (2/2)

[Sommaire](#)

Régions	Indicateurs					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	%	Années	%	%	%	M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	84,8%	3,2	7,7%	27,5%	46,8%	-11,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	98,8%	4,6	5,8%	25,9%	176,3%	17,4
53 Bretagne	107,5%	4,5	6,6%	26,5%	34,8%	-61,2
24 Centre-Val de Loire	96,1%	5,2	5,6%	29,0%	183,9%	11,2
44 Grand Est	105,4%	4,5	9,9%	39,4%	112,6%	-9,8
32 Hauts-de-France	120,1%	9,1	8,4%	54,5%	99,6%	-13,0
11 Ile-de-France	170,9%	6,5	14,0%	49,2%	122,8%	-93,1
28 Normandie	45,0%	2,1	4,7%	21,7%	54,8%	35,2
75 Nouvelle-Aquitaine	117,5%	6,2	9,1%	43,8%	107,7%	-49,9
76 Occitanie	128,3%	6,7	8,1%	38,9%	109,4%	-18,8
52 Pays de la Loire	157,6%	7,7	11,1%	49,3%	158,4%	76,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	133,0%	5,7	9,0%	32,2%	0,0%	-114,2
01 Guadeloupe	141,5%	6,0	10,5%	41,1%	33,5%	-22,5
04 La Réunion	202,3%	5,8	13,8%	35,6%	5,1%	26,6
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	109,1%	5,2	8,1%	35,5%	94,4%	-138,5
France métropolitaine hors Corse	118,0%	5,4	8,9%	37,9%	99,5%	-231,6
Outre-mer hors 02 et 03	181,8%	5,8	12,7%	37,0%	16,5%	4,1
Total	120,3%	5,5	9,1%	37,8%	91,6%	-227,5
94 Corse	81,2%	7,1	5,3%	40,1%	61,1%	-20,3
02 Martinique	86,2%	6,9	7,1%	51,1%	63,9%	4,2
03 Guyane	31,2%	2,0	3,4%	20,9%	22,4%	49,9
TOTAL régions et CTU	116,1%	5,5	8,7%	38,0%	87,7%	-193,7

Source : DGCL - Données DGFiP.

(1) Dette / Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement).

(2) Dette / Epargne brute (délai de désendettement : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si la région y consacrait la totalité de son épargne brute).

(3) Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement.

(4) Annuité de la dette / Epargne de gestion.

(5) Produit des emprunts / Immobilisations.

(6) Variation du fonds de roulement (Total des recettes - Total des dépenses).

T11.1 - Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)

[Sommaire](#)

Régions	Opérations non ventilables	Services généraux (y compris gestion des fonds européens)	Sécurité et salubrité publiques	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Santé, action sociale (y compris APA et RSA)	Aménagement des territoires et habitat	Environnement	Transports	Action économique
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2,2	8,6	0,0	33,6	2,9	0,2	0,5	1,2	46,9	3,9
27 Bourgogne-Franche-Comté	1,4	10,0	0,0	39,7	2,5	0,0	0,7	1,0	39,8	4,9
53 Bretagne	1,9	14,4	0,0	40,2	3,5	0,0	0,5	1,3	32,3	5,8
24 Centre-Val de Loire	1,4	11,9	0,0	39,2	2,8	0,0	0,9	0,8	39,1	3,9
44 Grand Est	2,2	10,1	0,0	39,1	3,1	0,0	0,1	0,9	41,0	3,5
32 Hauts-de-France	2,8	11,6	0,0	39,7	4,9	0,1	0,5	0,8	35,7	3,9
11 Ile-de-France	3,3	7,9	0,0	53,1	2,2	0,4	0,9	0,9	28,7	2,7
28 Normandie	0,9	10,5	0,0	43,0	4,8	0,0	0,4	1,0	34,8	4,6
75 Nouvelle-Aquitaine	2,4	12,4	0,0	40,3	4,2	0,2	0,5	1,2	34,1	4,7
76 Occitanie	2,1	20,7	0,0	36,8	2,4	0,2	0,6	0,7	32,8	3,7
52 Pays de la Loire	2,7	9,7	0,0	38,9	3,1	0,7	0,1	0,9	38,8	5,1
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,4	15,7	0,0	34,0	3,5	0,3	0,8	0,9	34,3	4,2
01 Guadeloupe	2,7	35,5	0,0	38,1	5,2	0,0	0,1	0,7	15,0	2,6
04 La Réunion	5,5	22,3	0,0	39,1	5,6	0,3	1,1	2,5	16,5	7,1
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2,5	12,5	0,0	38,2	3,5	0,2	0,5	1,0	37,5	4,2
France métropolitaine hors Corse	2,6	11,9	0,0	40,2	3,3	0,2	0,6	1,0	36,3	4,0
Outre-mer hors 02 et 03	4,5	27,2	0,0	38,8	5,5	0,2	0,7	1,8	15,9	5,4
Total	2,7	12,3	0,0	40,2	3,4	0,2	0,6	1,0	35,6	4,1
94 Corse	2,0	21,0	4,9	7,4	2,3	19,7	0,8	3,3	35,2	3,4
02 Martinique	1,7	21,4	2,1	6,3	3,2	51,2	0,3	1,1	10,8	1,9
03 Guyane	1,3	25,5	4,3	21,4	4,7	26,5	1,3	0,7	12,4	1,9
TOTAL régions et CTU	2,6	13,3	0,4	37,0	3,3	3,5	0,6	1,1	34,3	3,9

Source : DGCL - Données DGFIP.

NB: les opérations non ventilables regroupent les opérations concourant à la bonne marche de l'ensemble de la collectivité sans qu'il soit possible de les affecter à une fonction précise. Les opérations financières sont un exemple. Par convention, on y affecte les codes fonctionnels absents ou inconnus.

T11.2 - Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)

[Sommaire](#)

Régions	Opérations non ventilables	Services généraux (y compris gestion des fonds européens)	Sécurité et salubrité publiques	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Santé, action sociale (y compris APA et RSA)	Aménagement des territoires et habitat	Environnement	Transports	Action économique
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	29,4	0,0	23,3	4,4	0,8	9,5	1,9	15,8	14,9
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	11,7	0,0	30,6	2,4	0,2	11,5	4,0	23,3	16,3
53 Bretagne	0,0	17,7	0,0	31,7	2,5	0,0	11,2	0,9	24,4	11,6
24 Centre-Val de Loire	0,0	12,5	0,0	23,4	0,9	0,0	9,9	0,7	45,5	7,1
44 Grand Est	0,0	20,7	0,0	25,3	3,1	0,3	11,0	3,7	23,3	12,6
32 Hauts-de-France	0,0	17,5	0,0	22,9	4,1	0,1	9,6	2,4	29,0	14,5
11 Ile-de-France	1,0	1,4	0,0	30,5	5,4	1,0	7,9	3,1	41,8	7,5
28 Normandie	0,0	12,0	0,0	30,6	4,2	0,3	11,5	2,3	24,9	14,3
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	21,5	0,0	28,9	3,1	0,1	9,4	2,9	13,4	20,8
76 Occitanie	0,0	13,3	0,0	24,6	3,5	0,1	3,6	5,4	24,2	25,1
52 Pays de la Loire	0,0	20,9	0,0	30,5	3,0	0,5	10,6	3,5	13,4	17,5
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,8	13,6	0,2	25,6	4,8	0,3	9,5	1,6	29,0	11,9
01 Guadeloupe	0,0	15,9	0,0	12,5	7,0	0,0	7,4	10,1	29,6	17,5
04 La Réunion	0,0	2,3	0,0	23,0	3,9	0,1	5,4	3,7	51,6	10,1
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,2	18,7	0,0	26,2	3,4	0,3	9,3	2,8	23,1	15,9
France métropolitaine hors Corse	0,2	15,7	0,0	26,9	3,7	0,4	9,0	2,9	26,3	14,5
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	8,1	0,0	18,5	5,2	0,0	6,2	6,4	42,2	13,2
Total	0,4	15,4	0,0	26,6	3,8	0,4	8,9	3,0	27,0	14,4
94 Corse	0,0	9,8	1,8	5,6	4,4	0,1	20,3	9,6	34,7	13,6
02 Martinique	1,4	15,2	1,1	25,9	2,6	1,4	7,2	4,5	26,7	12,0
03 Guyane	0,0	7,0	8,9	53,4	3,2	2,0	7,5	0,4	14,3	3,3
TOTAL régions et CTU	0,5	15,2	0,2	26,3	3,8	0,4	9,2	3,2	27,1	14,2

Source : DGCL - Données DGFIP.

NB: les opérations non ventilables regroupent les opérations concourant à la bonne marche de l'ensemble de la collectivité sans qu'il soit possible de les affecter à une fonction précise. Les opérations financières sont un exemple. Par convention, on y affecte les codes fonctionnels absents ou inconnus.

T12.1 : les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs(1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021
84 Auvergne-Rhône-Alpes	751,1	91,4	-1,0%	623,5	75,9	+3,1%	127,6	15,5	-17,2%
27 Bourgogne-Franche-Comté	348,4	121,0	-12,3%	248,1	86,2	-4,5%	100,2	34,8	-27,0%
53 Bretagne	145,7	42,3	+3,3%	120,9	35,1	-2,1%	24,8	7,2	+42,2%
24 Centre-Val de Loire	497,8	189,1	+6,2%	225,3	85,6	-9,9%	272,5	103,5	+24,7%
44 Grand Est	744,6	131,5	+2,0%	552,0	97,5	+10,8%	192,6	34,0	-17,1%
32 Hauts-de-France	676,1	110,9	-2,1%	529,0	86,8	+5,5%	147,2	24,1	-22,2%
11 Ile-de-France	720,9	58,2	-0,2%	0,0	0,0	-	720,9	58,2	-0,2%
28 Normandie	206,1	60,7	-3,6%	162,3	47,8	+0,5%	43,8	12,9	-16,1%
75 Nouvelle-Aquitaine	364,6	59,3	+5,7%	324,9	52,8	-1,4%	39,7	6,5	+157,5%
76 Occitanie	390,8	64,5	-8,9%	336,3	55,5	-5,5%	54,4	9,0	-25,6%
52 Pays de la Loire	207,6	53,3	+0,9%	174,3	44,7	-1,6%	33,3	8,5	+16,3%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	448,7	87,0	+9,9%	317,5	61,6	+0,5%	131,2	25,4	+42,2%
01 Guadeloupe	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
04 La Réunion	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 781,4	89,2	-0,1%	3 614,1	67,4	+1,0%	1 167,2	21,8	-3,6%
France métropolitaine hors Corse	5 502,3	83,4	-0,1%	3 614,1	54,8	+1,0%	1 888,1	28,6	-2,3%
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
Total	5 502,3	81,8	-0,1%	3 614,1	53,8	+1,0%	1 888,1	28,1	-2,3%
94 Corse	24,9	72,0	+4,1%	24,9	72,0	+4,1%	0,0	0,0	-
02 Martinique	0,0	0,1	-	0,0	0,1	-	0,0	0,0	-
03 Guyane	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
TOTAL régions et CTU	5 527,2	80,7	-0,1%	3 639,1	53,1	+1,1%	1 888,1	27,6	-2,3%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 6.1).

T12.2 : les dépenses pour les lycées publics et privés (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021
84 Auvergne-Rhône-Alpes	750,7	91,4	+1,7%	434,2	52,8	+7,8%	316,5	38,5	-5,5%
27 Bourgogne-Franche-Comté	342,2	118,8	+10,3%	191,4	66,5	+3,1%	150,8	52,4	+21,0%
53 Bretagne	336,9	97,8	-0,9%	183,8	53,4	+7,7%	153,1	44,4	-9,5%
24 Centre-Val de Loire	301,9	114,7	+22,5%	164,6	62,5	+11,7%	137,3	52,2	+38,6%
44 Grand Est	560,3	98,9	+8,4%	353,9	62,5	+5,8%	206,4	36,4	+13,2%
32 Hauts-de-France	559,6	91,8	+3,6%	384,1	63,0	+5,6%	175,5	28,8	-0,5%
11 Ile-de-France	981,2	79,3	-3,8%	582,2	47,0	+1,4%	399,0	32,2	-10,5%
28 Normandie	380,0	111,8	+6,0%	232,0	68,3	+4,4%	148,0	43,6	+8,5%
75 Nouvelle-Aquitaine	623,3	101,4	+8,1%	379,1	61,6	+7,6%	244,3	39,7	+8,8%
76 Occitanie	631,6	104,3	-1,1%	339,7	56,1	+5,4%	291,9	48,2	-7,7%
52 Pays de la Loire	336,9	86,4	-1,4%	196,7	50,5	+4,3%	140,1	36,0	-8,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	409,7	79,4	+4,6%	267,0	51,8	+5,0%	142,7	27,7	+3,8%
01 Guadeloupe	59,0	151,4	-2,6%	38,3	98,2	+2,4%	20,7	53,2	-10,8%
04 La Réunion	123,3	141,6	+12,8%	80,4	92,4	+6,2%	42,9	49,2	+27,9%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	5 233,1	97,6	+4,7%	3 126,6	58,3	+6,2%	2 106,6	39,3	+2,6%
France métropolitaine hors Corse	6 214,3	94,2	+3,3%	3 708,7	56,2	+5,4%	2 505,6	38,0	+0,2%
Outre-mer hors 02 et 03	182,3	144,6	+7,3%	118,7	94,2	+5,0%	63,6	50,4	+12,0%
Total	6 396,7	95,1	+3,4%	3 827,5	56,9	+5,4%	2 569,2	38,2	+0,5%
94 Corse	23,9	69,1	+3,3%	18,8	54,3	+3,0%	5,1	14,8	+4,8%
02 Martinique	33,5	90,7	-35,3%	11,1	30,0	-11,2%	22,4	60,6	-42,9%
03 Guyane	68,9	242,6	+3,0%	32,4	114,1	+10,9%	36,5	128,5	-3,2%
TOTAL régions et CTU	6 523,0	95,2	+3,0%	3 889,8	56,8	+5,4%	2 633,2	38,4	-0,2%

Source : DGCL - Données DGFiP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 6.2).

T12.3 : les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021	2022 M€	2022 €/h	Evolution / 2021
84 Auvergne-Rhône-Alpes	174,0	21,2	+16,8%	151,1	18,4	+15,9%	22,9	2,8	+23,0%
27 Bourgogne-Franche-Comté	185,6	64,4	+4,4%	171,4	59,5	+2,9%	14,2	4,9	+26,4%
53 Bretagne	162,0	47,0	+6,0%	150,9	43,8	+3,9%	11,1	3,2	+44,9%
24 Centre-Val de Loire	165,9	63,0	+16,6%	150,0	57,0	+16,0%	15,9	6,0	+22,9%
44 Grand Est	287,2	50,7	-5,4%	270,5	47,8	-6,5%	16,8	3,0	+15,1%
32 Hauts-de-France	412,2	67,6	-5,8%	393,2	64,5	-4,8%	19,0	3,1	-23,1%
11 Ile-de-France	596,3	48,2	+47,2%	573,6	46,3	+48,1%	22,7	1,8	+25,9%
28 Normandie	218,4	64,3	+4,4%	214,2	63,0	+4,7%	4,3	1,3	-6,3%
75 Nouvelle-Aquitaine	280,7	45,7	-0,2%	261,5	42,5	+0,8%	19,2	3,1	-11,9%
76 Occitanie	332,1	54,8	-9,9%	320,2	52,9	-9,1%	11,9	2,0	-27,6%
52 Pays de la Loire	161,9	41,5	-2,1%	138,8	35,6	-6,4%	23,0	5,9	+34,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	145,7	28,3	+27,1%	134,8	26,1	+27,7%	10,9	2,1	+20,5%
01 Guadeloupe	47,4	121,6	-11,4%	43,1	110,6	-5,9%	4,3	10,9	-44,4%
04 La Réunion	48,7	56,0	-14,6%	42,9	49,3	-8,6%	5,8	6,7	-42,6%
F^{ce} métropolitaine hors îdF et Corse	2 525,6	47,1	+0,9%	2 356,6	44,0	+0,5%	169,0	3,2	+6,6%
France métropolitaine hors Corse	3 121,9	47,3	+7,4%	2 930,2	44,4	+7,3%	191,7	2,9	+8,6%
Outre-mer hors 02 et 03	96,1	76,3	-13,1%	86,1	68,3	-7,2%	10,1	8,0	-43,4%
Total	3 218,1	47,9	+6,6%	3 016,2	44,9	+6,8%	201,8	3,0	+3,8%
94 Corse	21,4	62,0	-6,5%	20,3	58,7	-9,3%	1,1	3,3	+103,2%
02 Martinique	23,3	63,0	-18,2%	19,4	52,4	-20,7%	3,9	10,6	-3,3%
03 Guyane	11,3	39,6	+266,3%	10,4	36,6	+248,7%	0,9	3,1	+824,4%
TOTAL régions et CTU	3 274,0	47,8	+6,6%	3 066,3	44,8	+6,7%	207,8	3,0	+4,4%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 6.3).

T13 - Les ratios financiers (1)

[Sommaire](#)

Régions	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	278	10	-5	378	48	321	0	16,6	80,0	12,7	84,8
27 Bourgogne-Franche-Comté	361	14	18	459	54	454	0	18,5	83,6	11,8	98,8
53 Bretagne	292	8	2	385	64	414	0	17,9	81,9	16,7	107,5
24 Centre-Val de Loire	365	12	-1	447	58	429	0	15,4	86,4	12,9	96,1
44 Grand Est	343	10	-2	447	42	471	0	17,3	85,1	9,4	105,4
32 Hauts-de-France	387	9	2	446	38	535	0	16,7	93,2	8,6	120,1
11 Ile-de-France	222	10	-101	300	47	513	0	17,1	85,6	15,5	170,9
28 Normandie	353	8	-1	447	50	202	0	18,9	83,1	11,2	45,0
75 Nouvelle-Aquitaine	317	9	4	391	52	460	0	20,5	88,3	13,4	117,5
76 Occitanie	346	8	5	427	74	549	0	17,1	87,3	17,3	128,3
52 Pays de la Loire	274	9	-4	345	39	544	0	16,7	88,7	11,3	157,6
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	303	8	-13	396	31	526	0	18,8	83,0	7,8	133,0
01 Guadeloupe	623	6	-6	814	345	1 152	0	32,3	85,1	42,3	141,5
04 La Réunion	464	4	7	716	229	1 449	0	38,0	75,3	32,0	202,3
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	326	9	0	412	49	450	0	17,7	85,7	12,0	109,1
France métropolitaine hors Corse	306	9	-19	391	49	462	0	17,6	85,7	12,5	118,0
Outre-mer hors 02 et 03	513	4	3	746	265	1 357	0	35,9	78,6	35,5	181,8
Total	310	9	-19	398	53	478	0	18,2	85,4	13,3	120,3
94 Corse	3 156	54	103	3 565	479	2 894	309	21,6	92,2	13,4	81,2
02 Martinique	2 422	43	92	2 769	386	2 387	392	26,2	93,2	13,9	86,2
03 Guyane	1 390	23	36	1 643	326	513	185	42,5	87,6	19,8	31,2
TOTAL régions et CTU	339	10	-17	430	58	499	4	19,1	86,0	13,4	116,1

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ;

Ratio 2 = Contributions directes / population ;

Ratio 2bis = Impositions directes nettes / population ;

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;

Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;

Ratio 5 = Encours de la dette / population ;

Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;

Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

NB: En 2021, la CVAE disparaît compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux impositions directes, d'où certains montants du ratio 2bis négatifs.

T14 - Données démographiques

[Sommaire](#)

Régions	Population totale	Population municipale	Evolution	Population âgée de moins de 20 ans	Population âgée de 60 ans ou plus	Population des communes de plus de 10000 h.
	(1)	(2)	(3)	(4)	(4)	(2)
			%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	8 216 740	8 042 936	+0,6%	23,9%	26,7%	41,5%
27 Bourgogne-Franche-Comté	2 879 404	2 805 580	-0,1%	22,2%	31,0%	26,3%
53 Bretagne	3 444 645	3 354 854	+0,5%	22,7%	30,2%	32,4%
24 Centre-Val de Loire	2 631 844	2 573 180	-0,0%	23,1%	30,1%	35,1%
94 Corse	345 638	340 440	+1,0%	20,3%	31,1%	38,5%
44 Grand Est	5 663 885	5 556 219	+0,0%	22,5%	28,1%	36,6%
32 Hauts-de-France	6 097 057	6 004 947	-0,0%	25,1%	25,4%	42,6%
11 Ile-de-France	12 377 425	12 262 544	+0,4%	25,6%	20,9%	84,9%
28 Normandie	3 397 352	3 325 032	-0,1%	23,2%	29,5%	32,8%
75 Nouvelle-Aquitaine	6 148 663	6 010 289	+0,4%	21,1%	31,7%	34,8%
76 Occitanie	6 057 827	5 933 185	+0,7%	22,0%	30,0%	40,3%
52 Pays de la Loire	3 897 140	3 806 461	+0,6%	24,1%	28,0%	44,3%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 157 222	5 081 101	+0,4%	22,2%	30,2%	71,3%
01 Guadeloupe	389 995	384 239	-0,8%	23,3%	29,2%	74,9%
02 Martinique	369 406	364 508	-1,0%	21,1%	31,8%	71,0%
03 Guyane	284 085	281 678	+2,2%	40,5%	10,2%	84,3%
04 La Réunion	870 870	861 210	+0,4%	29,1%	20,1%	94,8%
06 Mayotte	262 895	256 518	+3,8%	53,8%	4,3%	81,2%
France métropolitaine	66 314 842	65 096 768	+0,3%	23,4%	27,4%	49,3%
Outre-mer	2 177 251	2 148 153	+0,5%	31,7%	20,0%	84,2%
France entière	68 492 093	67 244 921	+0,3%	23,7%	27,2%	50,4%

Source : INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019 ; population municipale en 2022 - année de référence 2019 ; population municipale 2017 - année de référence 2014) ; estimation de population au 1er janvier, par région, sexe et âge quinquennal.

(1) Population totale en 2022 - année de référence 2019.

(2) Population municipale en 2022 - année de référence 2019.

(3) Taux d'accroissement annuel moyen entre la population municipale 2017 - année de référence 2014 - et la population municipale 2022 - année de référence 2019.

(4) Estimation de population au 1er janvier 2022, par région, sexe et âge quinquennal.

T15 - Données géographiques

[Sommaire](#)

Régions	Superficie	Densité	Nombre total de communes	Nombre de communes "rurales" (1)
	km ²	habitants/km ²	au 1er janvier 2022	au 1er janvier 2022
84 Auvergne-Rhône-Alpes	69 711	115	4 029	3 414
27 Bourgogne-Franche-Comté	47 784	59	3 700	3 492
53 Bretagne	27 208	123	1 207	1 076
24 Centre-Val de Loire	39 151	66	1 757	1 622
94 Corse	8 680	39	360	348
44 Grand Est	57 441	97	5 121	4 553
32 Hauts-de-France	31 806	189	3 788	3 157
11 Ile-de-France	12 012	1 021	1 268	671
28 Normandie	29 907	111	2 652	2 425
75 Nouvelle-Aquitaine	84 036	72	4 309	4 024
76 Occitanie	72 724	82	4 454	4 087
52 Pays de la Loire	32 082	119	1 235	1 113
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	162	946	724
01 Guadeloupe	1 628	236	32	13
02 Martinique	1 128	323	34	17
03 Guyane	83 534	3	22	17
04 La Réunion	2 504	344	24	4
06 Mayotte	374	685	17	5
France métropolitaine	543 941	120	34 826	30 706
Outre-mer	89 168	24	129	56
France entière	633 109	106	34 955	30 762

Source : INSEE (population municipale en 2022 - année de référence 2019).

(1) Au sens de la grille de densité de l'INSEE.

T16 - Données économiques et sociales

[Sommaire](#)

Régions	Population active (1)	Taux de chômage (2)	Produit intérieur brut (PIB) (3)	PIB par habitant (3)	PIB par emploi (3)
		%	M€	€ / h	€ / emploi
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 791 666	6,3	290 877	35 765	79 730
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 254 235	6,2	81 712	29 258	73 262
53 Bretagne	1 512 464	5,8	108 252	31 820	74 282
24 Centre-Val de Loire	1 162 043	6,8	78 343	30 440	75 134
94 Corse	151 792	6,3	10 125	29 136	71 334
44 Grand Est	2 581 360	7,2	166 919	30 023	75 375
32 Hauts-de-France	2 701 780	8,8	174 336	29 115	74 344
11 Ile-de-France	6 158 467	7	764 844	62 105	113 245
28 Normandie	1 493 783	6,9	99 315	29 897	72 887
75 Nouvelle-Aquitaine	2 710 374	6,5	189 278	31 139	72 758
76 Occitanie	2 659 950	8,8	181 274	30 232	73 108
52 Pays de la Loire	1 777 028	6	127 189	32 838	73 659
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 234 393	8,3	181 067	35 273	79 540
01 Guadeloupe	168 874	18,1	8 912	23 449	62 385
02 Martinique	162 399	12,5	9 082	25 604	62 297
03 Guyane	113 146	15,5	4 580	15 611	61 921
04 La Réunion	388 912	18,5	20 339	23 423	62 536
06 Mayotte	73 000	30	2 932	9 978	55 415
France métropolitaine	30 189 335	7	2 453 532	37 431	84 117
Outre-mer	906 331	n.d.	45 845	20 931	61 890
France entière	31 095 666	7,4	2 499 377	36 897	83 687

Source : INSEE.

(1) Recensement de la population de 2019 (exploitation principale), sauf Mayotte (enquête emploi 2021).

(2) Métropole et DOM : taux de chômage localisés au premier trimestre 2022 ; Mayotte : enquête emploi 2021.

(3) Comptes régionaux (données 2021 provisoires).